

01 Quels sont les objectifs du contrôle fiscal ?

Le contrôle fiscal a pour objet de s'assurer que les contribuables respectent leurs obligations fiscales et poursuit trois finalités.

La première, dissuasive, vise à consolider le civisme fiscal, en assurant une présence sur l'ensemble du territoire et auprès de tous les contribuables.

La deuxième, budgétaire, tend à assurer un recouvrement rapide et efficace de l'impôt.

La troisième, répressive, sanctionne sur le plan financier voire pénal les comportements les plus frauduleux.

02 Quel est le rôle du service France Domaine ?

Le service France Domaine est chargé de la mise en oeuvre de la politique immobilière de l'État.

Cela implique de défendre ses intérêts patrimoniaux, de veiller à l'entretien de ses bâtiments, de réaliser les acquisitions nécessaires à l'exercice de ses missions, de vendre les biens devenus inadaptés ou inutiles, afin de disposer d'un parc immobilier qui puisse faciliter les différentes réformes.

L'action de France Domaine a pour objectif d'assurer la transparence des opérations immobilières, de permettre la réalisation des opérations à un prix conforme au marché et d'assurer l'égalité des citoyens devant les acquisitions publiques.

03 Décrivez la dématérialisation dans le secteur public local

La dématérialisation concerne les échanges entre les ordonnateurs, les comptables publics et les chambres régionales des comptes.

Le protocole d'échange standard version 2 de l'application Helios (PES-V2) permet aux collectivités et établissements publics locaux de transmettre aux comptables publics les pièces comptables (Mandats, Titres, Bordereaux) et justificatives de manière complètement dématérialisée et de les intégrer directement dans Hélios, sans conversion.

04 Quels sont les objectifs de la démarche stratégique ?

Le projet de démarche stratégique 2013-2018 vise 4 principaux objectifs :

Contribuer à la solidité financière des institutions publiques (fiabiliser les comptes publics, lutter contre la fraude fiscale, optimiser le recouvrement de l'impôt et des recettes, moderniser le contrôle et le paiement des dépenses, optimiser le patrimoine immobilier).

Favoriser un environnement de confiance pour les usagers, les entreprises, les collectivités locales et les établissements publics de santé.

Construire une administration numérique proche de ses usagers et de ses partenaires

Faire de notre culture commune une force